

## PRISE DE PAORLE CGT DU 5 DÉCEMBRE 2020

Bonjour à toutes et tous,

Les politiques menées par le gouvernement actuel et les précédents sont à l'origine de la crise sociale, écologique, politique et économique grave dans laquelle nous sommes actuellement. La crise sanitaire que nous subissons toutes et tous ne fait que l'amplifier dramatiquement.

Quelle réponse le Président Macron et sa majorité apportent-ils pour sortir le pays de la situation très inquiétante dans laquelle nous vivons ?

Il met en place, pour maintenir les emplois, l'activité partielle, qui est d'ailleurs financée par qui ? Par nos salaires socialisés (nos cotisations) sans véritable contrôle, puisque qu'aujourd'hui de grandes entreprises, distribuant des dividendes, ont recours au dispositif.

Il refuse de mettre en place un impôt exceptionnel mettant à contribution les plus riches pour financer la solidarité, cruciale dans cette période, et refuse de mettre à contribution les revenus financiers des entreprises.

Il décide de distribuer 100 milliards aux entreprises, sans conditions de sauvegarde de l'emploi. Cette « énième resucée » de précédents plans de relance par l'offre est avant tout un plan tout à la faveur des plus grandes entreprises, sans aucune conditionnalité sociale ou environnementale, ni aucun contrôle. Encore des cadeaux sans contrepartie aux entreprises qui empochent les aides publiques tout en fermant les sites, supprimant des emplois ou encore mettant à mal les conditions de travail ou les rémunérations des salariés.

Il maintient sa réforme de l'allocation chômage, réduisant encore les droits des personnes qui ont perdu leur emploi, alors que le chômage est en train d'exploser !

Il annonce la reprise de sa réforme des retraites, injuste socialement.

Il poursuit sa politique de réduction et de fragilisation des services publics. A la réponse au manque de moyens criants dans les établissements de santé et du social, c'est la poursuite des exonérations et exemptions de cotisations privant la Sécurité Sociale de recettes pour financer notre système de santé à hauteur des besoins, quand bien même les dépenses en ce moment explosent du fait de l'épidémie.

En fait ce gouvernement, malgré cette crise et ses conséquences, poursuit en toute conscience sa politique libérale injuste et antisociale.

Et pour l'assoir il n'hésite pas à faire voter des lois liberticides. Je n'ai pas besoin de vous rappeler que nous nous opposons en ce moment même à la proposition de loi de sécurité globale.

Le grand patronat s'en frotte les mains. Des grands groupes (Bridgestone, Nokia, Airbus, Auchan, Total, Danone, Alinéa, Kidiliz (ex Absorba) et bien d'autres) ayant bénéficié de milliards d'aides publiques profitent dans cette période et de la bienveillance du gouvernement pour accélérer les restructurations prévues de longue date.

Incontestablement l'épidémie a bon dos. Une nouvelle fois l'emploi et les salaires sont utilisés comme variable d'ajustement pour maintenir voir augmenter les profits des actionnaires.

Dans le même temps les aides en direction des petites et moyennes entreprises ne sont pas à hauteur des besoins alors qu'elles représentent + de 50 % du salariat.

Depuis mars dernier, il y a eu plus 500 plans de suppression d'emplois dans notre pays. Sans compter les licenciements en cours ou à venir dans les petites et moyennes entreprises.

L'Unédic prévoit que 900 000 emplois vont être détruits.

Un rapport de l'Insee annonce que la pauvreté devrait atteindre plus de 10 millions de personnes en 2021 en France.

La situation de plusieurs millions de salariés se dégrade : activité partielle avec perte de salaire, perte d'emploi, mise en danger, épuisement, dégradation de la santé, etc.

Les salariées les plus précaires, ceux privés d'emploi, les intérimaires, les étudiants sont ceux qui sont le plus durement touchés.

Dans cette crise sanitaire les secteurs professionnels à prédominance féminine sont toujours en première ligne, et malgré les beaux discours du chef de l'Etat, dans beaucoup de ces secteurs rien n'a changé. Le gouvernement fait le choix une nouvelle fois de se défausser, prétextant que l'Etat n'a pas le pouvoir d'augmenter les salaires.

Et la seule augmentation dans le secteur de la santé est un miroir aux alouettes. Cette mesure ne prévoit pas que tous les salariés en bénéficient et s'accompagne d'une flexibilisation accrue sans embauches à hauteur des besoins (l'embauche qui est la première revendication des soignants).

La poursuite des politiques menées par le gouvernement dans cette période de crise sanitaire, va faire payer le prix fort aux travailleurs et travailleuses si nous ne les arrêtons pas. C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui. Dans beaucoup de secteurs, des luttes sont en cours et/ou s'organisent. Des camarades vont d'ailleurs nous en faire part à la suite de cette prise de parole interprofessionnelle. Nous continuons d'appeler à la convergence des luttes car nous sommes partout face à la même logique de réduire les emplois et les salaires pour augmenter les profits de quelques-uns.

C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui, et serons là encore demain, aux côtés des salariés pour exiger et obtenir des mesures qui répondent aux besoins des retraités, des travailleuses et travailleurs et de leur famille.

Au regard de la richesse produite, accaparée par une très faible minorité, nous avons les moyens d'une autre politique qui prendrait en compte :

- **La revalorisation des salaires en particulier bas et dans les secteurs dit « essentiels » et la fin des inégalités salariales entre les femmes et les hommes**
- **L'utilisation des 100 milliards pour l'emploi et pas pour le Cac 40**
- **La mise en place d'un véritable plan en matière d'emploi par une politique ambitieuse de développement et de soutien des entreprises et de luttes contre leurs fermetures,**
- **Des moyens à hauteur des besoins pour le secteur social et de la santé,**
- **L'annulation de la réforme de l'assurance chômage,**
- **Le retrait du projet de réforme de retraite**
- **Le retrait du projet de la loi de sécurité globale**
- **Une réelle protection renforcée des salarié-e-s contre le covid, dans les entreprises.**